ADOLF KIMMEL

De la crise des partis à la crise de la démocratie ?

Une attitude hostile à l'égard des partis politiques, considérés comme un danger pour l'unité de l'Etat, a constitué un obstacle à l'établissement de la démocratie en Allemagne. La critique à leur égard était un élément central du rejet de la République de Weimar, le premier régime des partis *(Parteienstaat)* en Allemagne.

La Constitution de la République fédérale fait, dans son article 21, une place importante certes mais pas prédominante aux partis politiques. La loi sur les partis de 1967 précise et élargit le catalogue des fonctions qu'ils doivent remplir. Comparées à la République de Weimar, les attitudes antipartis restent en République fédérale assez faibles. La formation de grands partis attrape-tout, Volksparteien, est jugée comme un progrès comparé à la situation d'avant 1933, avec l'existence de partis plus idéologiques, extrêmes, et/ou de partis ne poursuivant que les intérêts particuliers d'un groupe social précis. Le bipartisme des deux grands partis modérés, la CDU/CSU et le SPD[1], respectivement à droite et à gauche, assure une stabilité démocratique exemplaire.

En 1992 la situation a profondément changé. Le mot « ras-le-bol » politique, *Politikverdrossenheit,* qui signifie en Allemagne surtout un dégoût des partis *(Parteiverdrossenheit),* est choisi comme « le mot de l'année ». Selon certains auteurs[2] la place des partis

1. Le FDP faisant l'appoint ; faute de place il ne sera pas analysé ici.
2. Hans Herbert von Arnim, professeur de droit public à Spire, le critique le plus vigoureux et le plus influent des partis, notamment de leur financement.

dans la démocratie allemande (et leur encadrement) est devenu le problème constitutionnel primordial.

Certes, les partis traditionnels, les partis « établis », les « vieux » partis font l'objet de jugements plus critiques déjà à partir des années 70. Certains aspects de leur fonctionnement ne paraissent plus satisfaisants : ils ne sont pas assez ouverts à l'égard de problèmes nouveaux[1] ; ils montrent une tendance à se replier sur eux-mêmes et à ne pas suivre d'assez près l'évolution de la société ; ce qu'on appelle *Parteibuchwirtschaft* — terme à connotation nettement péjorative —, la mise en place de camarades à tous les postes intéressants accessibles à leur influence, se développe de plus en plus ; enfin, leur financement public très généreux suscite un mécontentement général.

C'est le livre-entretien du Bundespräsident Richard von Weizsäcker[2], paru en juin 1992, qui a provoqué par ses jugements critiques, aussi francs que sévères, de certains traits des partis allemands et du régime des partis, un vaste et vif débat sur le sujet[3].

Les indices du malaise

Un certain nombre d'indices fait pressentir le malaise depuis quelques années :

1) La participation électorale diminue depuis les années 80. De plus de 90 % dans les années 70 elle tombe à 84,4 % en 1987 et atteint, le 2 décembre 1990, avec 77,8 %, son niveau le plus bas dans l'histoire de la RFA. Même si ce taux de participation est encore très satisfaisant à l'échelle européenne, l'évolution marque un recul sensible pour l'Allemagne. Aux élections régionales et municipales le taux d'abstention suit la même courbe mais reste de cinq à dix points supérieur. D'après les derniers sondages[4] « le parti

1. C'est notamment le cas de l'écologie. La carence des partis « établis » a entraîné la fondation et le succès des Verts (entrée au Bundestag en 1983).

2. Richard von Weizsäcker im Gespräch mit Gunter Hofmann und Werner A. Perger (deux journalistes de l'hebdomadaire *Die Zeit*), Frankfurt/Main, Eichborn, 1992.

3. En dehors de nombreux articles dans tous les journaux voir l'ouvrage collectif : *Die Kontroverse. Weizsäckers Parteienkritik in der Diskussion*, Frankfurt/Main, Eichborn, 1992. Le livre de Jürgen Rüttgers, *Dinosaurier der Demokratie*, Hamburg, Hoffmann & Campe, 1993, est aussi une sorte de réponse à la critique du Bundespräsident. L'auteur est un des dirigeants du groupe CDU/CSU au Bundestag.

4. *Der Spiegel* du 19 avril 1993, p. 51 : 29 % d'abstentionnistes, mais seulement 26 % pour le SPD et 25 % pour la CDU/CSU (des électeurs inscrits).

des abstentionnistes » est entre-temps devenu le parti le plus nombreux ce qui ne s'est jamais vu depuis 1949. L'abstentionnisme n'est plus seulement l'expression d'un simple manque d'intérêt politique, mais aussi du « ras-le-bol » politique, donc une forme de protestation.

2) Cette protestation s'adresse aux « vieux » partis et elle s'exprime aussi dans un vote en faveur des partis nouveaux, partis protestataires qui ne font pas partie du « système » : les Verts, l'extrême droite, notamment les Republikaner ainsi qu'en ex-RDA le PDS qui a pris la succession du Parti communiste SED. Puisque les pertes du « grand » parti au Gouvernement ne se transforment plus en gains pour celui dans l'opposition, mais vont — pour une part — aux partis protestataires, la proportion des suffrages exprimés que les deux Volksparteien obtiennent diminue également : de plus de 90 % dans les années 70 à 77,3 % en 1990. Aux élections régionales et municipales les chiffres se situent souvent à un niveau inférieur[1].

3) Le nombre d'adhérents des partis traditionnels a connu une hausse remarquable dans les années 70 ; depuis une dizaine d'années il décroît dans une proportion inquiétante pour les responsables des partis[2]. Le SPD qui avait franchi le seuil d'un million est retombé au-dessous de 900 000. L'évolution de la CDU suit une courbe comparable, à un niveau inférieur. Les partis n'ont pas seulement des difficultés à recruter ou à garder leurs membres, mais encore plus à les mobiliser. On peut parler d'une véritable « crise de militantisme ».

4) Finalement les Allemands ont de moins en moins confiance dans les « vieux » partis. A la fin de l'année 1992 cettc confiance est tombée à un record historique : neuf sur dix des Allemands ont peu ou plus du tout confiance[3]. La critique souvent acerhe exprimée par beaucoup de journalistes, de politologues ou de constitutionnalistes est également un signe de cette crise profonde. L'image de marque des partis dans l'opinion est plus mauvaise que jamais auparavant.

1. L'exemple le plus récent : aux élections municipales dans la Hesse, le 7 mars 1993, la CDU et le SPD ne réunissent plus que 68,4 %.

2. Voir les tableaux — jusqu'à l'année 1989 — *in* Elmar Wiesendahl, Der Marsch aus den Institutionen, in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 18 mai 1990, p. 4 et 5.

3. Voir un sondage in *Der Spiegel* du 18 janvier 1993, p. 62 ; pour la comparaison avec les années 80 voir le graphique, in *ibid.*, 29 mars 1993, p. 154.

Les causes du malaise

Le malaise — aigu — existe incontestablement ; mais quelles en sont les causes ? Le fait que dans d'autres pays aussi — en France par exemple — les partis traditionnels traversent des crises comparables, que les citoyens et les électeurs leur tournent le dos, indique qu'à côté d'erreurs et de faiblesses spécifiques des partis allemands il y a aussi des causes générales, structurelles, qui se trouvent — dans un dosage différent — dans toutes les démocraties occidentales.

Cette cause générale est la contradiction entre les changements politiques, la mutation — souvent rapide — sociale et l'évolution culturelle d'une part, et le conservatisme des partis quant au rôle qu'ils veulent jouer, leur organisation et leurs méthodes d'autre part. Sans pouvoir donner une analyse approfondie il faut au moins en mentionner quelques aspects :

— Les milieux sociaux traditionnels sont en train de se dissoudre : ni le milieu catholique ni le milieu ouvrier n'existent sous des formes encore relativement pures comme il y a trente ou quarante ans. Par conséquent l'électorat traditionnel (Stammwählerschaft) de la CDU/CSU comme du SPD se rétrécit considérablement.

— La mutation sociale est (partiellement) causée et accompagnée par un changement de valeurs difficile à saisir avec précision. Le trait dominant du nouveau système de valeurs « postmatérialiste » est l'individualisme et la réticence à s'engager dans des organisations comme les partis, et le repli sur le domaine privé. Ce sont surtout les jeunes qui sont marqués par cette nouvelle « culture politique ». Par conséquent, ils font cruellement défaut dans les partis traditionnels. Ceux-ci doivent donc s'essayer au « grand écart » pour retenir leur électorat traditionnel qui fond et gagner autant que possible le nouvel électorat flottant et surtout jeune. La capacité d'intégration qui fut un des secrets du succès des Volksparteien est mise à rude épreuve.

— Toutes les démocraties pluralistes et les sociétés industrielles avancées connaissent la complexité croissante des problèmes à résoudre par la politique. Le caractère souvent très technique des problèmes, l'élargissement général de l'activité de l'Etat et l'interpénétration au niveau européen et international font que les partis politiques sont souvent incapables de proposer des solutions convaincantes. La situation déjà difficile s'aggrave du fait que les partis donnent parfois l'impression de connaître des solutions miracles[1],

1. On peut par exemple penser aux pronostics et aux promesses du Gouvernement fédéral et des partis gouvernementaux, faites en 1990 concernant la reconstruction de l'ex-RDA.

mais aussi parce que les citoyens ont tendance à trop attendre de la politique et des partis.

En plus les décisions une fois prises sont plus difficiles à imposer qu'autrefois, car les résistances des intérêts corporatistes concernés sont souvent assez véhémentes. Ayant peur de provoquer des oppositions les gouvernements ne prennent souvent que des décisions « molles » ou pas de décisions du tout. De ce fait la confiance dans la classe politique et les partis politiques pour trouver des solutions aux problèmes qui se posent diminue encore.

A côté de ces facteurs généraux mais importants qui nourrissent et peuvent (partiellement) expliquer le « ras-le-bol » politique et la désaffection à l'égard des partis il y a des facteurs de mécontentements spécifiques aux partis allemands. On leur reproche souvent, avec M. von Weizsäcker[1], d'être à la fois trop puissants et, en même temps, de ne pas remplir leurs tâches de façon satisfaisante.

1) Selon le Bundespräsident (p. 139-140) les partis politiques sont devenus un (sixième) organe constitutionnel. Outrepassant largement les possibilités et les droits que leur donne l'article 21 de la Loi fondamentale ils exerceraient une influence prédominante sur les cinq autres organes. Tandis que la Loi fondamentale précise les compétences et les formes de contrôle de ces derniers, il n'y a pas de dispositions aussi rigoureuses pour les partis politiques. Ils mettent donc en danger la séparation des pouvoirs. Même si l'on tient le remplacement de la séparation des pouvoirs « classique » par la nouvelle séparation entre le camp gouvernemental et l'opposition, conséquence inévitable et logique du développement des partis modernes, on peut se poser la question de savoir jusqu'à quel point ceux-ci doivent exercer et exercent effectivement leur influence au Parlement et surtout au Gouvernement. Dans la forme qu'a prise la démocratie allemande ce sont le plus souvent les « éléphants » des partis *(Elefantenrunden)* qui prennent les décisions essentielles au lieu du conseil des ministres[2]. Une telle évolution peut paraître difficilement évitable surtout si le Gouvernement est formé par une coalition de partis ; elle suscite néanmoins un malaise[3].

1. Le Bundespräsident utilise les mots *machtversessen* et *machtvergessen* (p. 164), deux termes assez péjoratifs qu'on lui a beaucoup reprochés.

2. Tel est aussi l'avis du Bundespräsident, *op. cit.*, p. 158.

3. Lors de sa démission fracassante en décembre 1992, le ministre des PTT, M. Schwarz-Schilling, s'est plaint fortement de cet état de fait.

2) Une autre critique formulée à l'égard des partis consiste à dire qu'au lieu d'être un intermédiaire entre les citoyens et le pouvoir ils réduisent encore les possibilités des citoyens, que la Loi fondamentale a déjà largement privés de moyens d'influence[1]. Au niveau fédéral la seule possibilité c'est de participer à l'élection du Bundestag. Mais, en fait, les partis sont pratiquement seuls maîtres de ces élections et les électeurs n'ont plus qu'à ratifier leurs décisions. Aux élections au Bundestag comme à celles à beaucoup de Landtage l'électeur ne peut qu'accepter une des listes proposées par les partis sans avoir la possibilité de la modifier. Même s'il est membre d'un parti — 4 % des citoyens allemands — il ne dispose guère plus de possibilités car les listes sont établies — et les candidats dans les circonscriptions nommés — par des petits cercles de membres actifs, dominés par les hommes d'appareils. L'électeur décide combien de députés de chaque parti siégeront au Bundestag, mais les personnalités qui y figurent sont choisies par une infime minorité des 4 % de citoyens qui sont membres d'un parti.

3) Une manifestation particulièrement contestée et réprouvée — par le Bundespräsident aussi — de la puissance des partis est la fameuse *Parteibuchwirtschaft*, la « colonisation » de larges secteurs de la société par ses membres. La plus grande partie de postes importants et nombre de postes moins importants dans l'administration publique, dans les médias qui sont des établissements publics (notamment les cbaînes de télévision), dans le système éducatif ainsi que dans les entreprises et les services publics, est pourvue largement par ceux qui ont la carte de parti. Une telle pratique ne paraît guère conforme à la Loi fondamentale (art. 3, al. 3, et art. 33, al. 3 et 5) et entraîne comme conséquence que dans ces secteurs qui ne sont pas politiques au sens strict du mot, des considérations politiques et partisanes l'emportent trop souvent. Un système de dépendance et de népotisme *(Verfilzung)* s'est formé et constitue une menace pour la forme moderne de la séparation des pouvoirs, à savoir le pluralisme. Le secteur des médias mérite une attention particulière car leur fonction critique, essentielle à la vie démocratique, peut être affaiblie. Ce n'est certes pas un basard si ce sont des journaux privés — comme *Der Spiegel* — qui révèlent les affaires et les scandales et non pas les chaînes publiques de la télévision. Cette pratique de la *Parteibuch-*

1. Voir Hans Herbert von Arnim, Ist die Kritik an den politischen Parteien berechtigt ?, in *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 12 mars 1993, p. 14-16.

wirtschaft a probablement contribué le plus au discrédit des partis allemands.

4) Le financement public, jugé trop généreux, des partis est un fondement de leur force et constitue en même temps une cause de mécontentement. Les lois qui règlent ce problème sont normalement votées par les partis au Gouvernement comme par ceux dans l'opposition, seuls les Verts s'excluent de cette belle unanimité. Une opinion publique attentive et sensible — parfois une seule personnalité comme M. von Arnim — et la Cour constitutionnelle sont seules à exercer encore le contrôle nécessaire. De plus il arrive — et trop fréquemment — que des élus ou des ministres en abusent et donnent l'impression qu'ils font surtout de la politique pour s'enrichir personnellement. Le citoyen, laissé complètement de côté, acquiert la conviction que les partis considèrent l'Etat — qui vit de leur argent — comme un butin[1].

5) Ce dernier aspect renvoie déjà à l'une des faiblesses des partis : le choix du personnel politique. A la différence de la Ve République il n'y a, en Allemagne, qu'un seul chemin qui mène aux responsabilités politiques les plus hautes (et il ne tolère que de très rares exceptions), et ce chemin doit obligatoirement passer par un parti politique. Il s'agit donc d'une fonction très importante que les partis remplissent et, selon une opinion fort répandue, ils la remplissent plutôt mal. On juge que trop de membres de la classe politique sont peu compétents[2], d'une intelligence moyenne (au mieux) et parfois même corrompus.

Si le personnel politique prête ainsi à critique c'est à cause des mécanismes de sélection pratiqués par les partis. Ces mécanismes favorisent les membres actifs qui sont toujours présents dans les réunions et les instances et qui réussissent à y former des majorités en leur faveur. Qui entre très tôt en politique devient vite un « professionnel » et aura plus de chances que quelqu'un qui arrive plus tard et ne connaît pas aussi bien ces mécanismes. Du fait de cette orientation, d'autres critères comme la force de caractère, la compétence, l'expérience professionnelle en dehors de la politique

1. Voir le livre le plus récent de Hans Herbert von Arnim, *Der Staat als Beute*, München, Knaur, 1993, dans lequel il dénonce un certain nombre de tels abus.

2. Voir aussi l'opinion critique du Bundespräsident, *op. cit.*, p. 150. En plus le livre virulent de Erwin K. et Ute Scheuch, *Cliquen, Klüngel und Karrieren*, Reinbek bei Hamburg, rororo, 1992. L'auteur, sociologue à l'Université de Cologne, et sa femme se fondent sur l'expérience d'une activité de plusieurs années dans la CDU.

ne pèsent pas lourds. Puisque les dirigeants et les candidats ainsi choisis vivent souvent *de* leur parti et non pas *pour* leur parti, selon le mot célèbre de Max Weber, il leur manque en plus de l'indépendance intellectuelle souvent aussi l'indépendance matérielle nécessaire pour garder un certain esprit d'indépendance.

6) Le mode de sélection du personnel politique et son résultat contribuent à une autre faiblesse des partis à laquelle on a déjà fait allusion : le manque de compétence qu'on leur attribue pour résoudre les problèmes. Des sondages montrent que pour les problèmes les plus importants — la maîtrise des finances publiques, la stabilité des prix, le droit d'asile, l'écologie, le logement, l'emploi... — une majorité des citoyens est convaincue qu'aucun des partis traditionnels n'est compétent[1]. Du fait de leur repli sur eux-mêmes et de leur souci primordial de gagner les prochaines élections, les partis n'arrivent pas à suivre d'assez près l'évolution de la société, pour saisir les problèmes nouveaux et proposer des solutions qui ne se fondent pas seulement sur des calculs électoraux.

Quels remèdes ?

La crise profonde des grands partis politiques et la désaffection croissante à leur égard sont une source d'inquiétude car les partis sont le fondement de la démocratie allemande. Il paraît d'autant plus nécessaire de corriger une certaine hypertrophie du Parteienstaat, de trouver des remèdes à leurs faiblesses et défaillances, sans pour autant retomber dans les erreurs de Weimar ni condamner de façon trop sommaire les partis et leur rôle important et indispensable dans la démocratie.

Réduire l'influence trop prédominante que les partis ont prise dans la démocratie allemande est une entreprise particulièrement difficile parce que ce sont eux-mêmes qui, aux Parlements et au Gouvernement, doivent prendre les décisions. Les réactions qu'a suscitées le livre du Bundespräsident dans leurs rangs ne permettent pas d'être optimiste. On n'a que très rarement entendu l'opinion que les critiques de M. von Weizsäcker, exagérées peut-être, n'étaient pas sans fondement et qu'il faudrait en tenir compte pour certaines réformes

1. Voir le graphique *in* Helmut Jung, Die Beurteilung der Politik und der repräsentativen Demokratie durch den Bürger, in *Politische Studien* (revue proche de la CSU), numéro spécial : *Bürger und Staat*, 5/1992, p. 19.

souhaitables. Ce qui prévaut c'est la récusation pure et simple, l'indignation, la défense des militants désintéressés et idéalistes[1].

1) Sur un point au moins un consensus remarquable paraît exister et pourrait permettre des réformes : le retrait — même partiel —, revendiqué de toutes parts, des partis des secteurs de la société « colonisés » par leur politique partisane trop poussée, requiert aussi le consentement des hommes politiques[2]. Il faut toutefois attendre des décisions concrètes et précises qui ne seront pas faciles à prendre. Si les partis sont peut-être prêts à limiter eux-mêmes leur influence — ce qui serait assez extraordinaire — les citoyens devraient aussi contribuer à une telle correction du Parteienstaat, ou plutôt de ses méfaits, par un changement de leur comportement. Aussi longtemps qu'ils attendent des faveurs de leur parti, aussi longtemps celui-ci hésitera à faire le premier pas. Mais la critique à l'égard de la Parteibuchwirtschaft est tellement répandue et aussi sévère que des modifications paraissent inévitables.

2) Dans le domaine proprement politique on[3] propose un rôle plus actif des citoyens pour arriver à une limitation de la puissance des partis. Si l'on veut renforcer le rôle du simple citoyen il faudra d'abord lui accorder plus d'influence sur le choix des responsables politiques. Une telle réforme ne paraît ni possible ni souhaitable au niveau fédéral. Personne ne propose l'élection du chancelier au suffrage universel direct et un changement de mode de scrutin ne constituerait probablement pas une panacée. La « première voix » *(Erststimme)* aux élections au Bundestag était destinée à faire élire des personnalités indépendantes en limitant ainsi l'influence des partis et de leurs appareils. Ce résultat n'est pas atteint. Le scrutin majoritaire uninominal en Grande-Bretagne et en France n'empêche pas que l'électeur se décide surtout suivant l'étiquette politique du candidat. Les propositions qui recommandent un changement du système électoral sont donc relativement rares[4].

1. C'est aussi l'essentiel du commentaire — public — du chancelier, in *Die Kontroverse, op. cit.*, p. 240-245.
2. Par exemple Wolfgang Scbäuble, président du groupe CDU/CSU au Bundestag, comme aussi Jürgen Rüttgers, *op. cit.*
3. Notamment le Pr von Arnim, mais aussi — avec prudence — le Bundespräsident.
4. Wolfgang Jäger, in *Frankfurter Allgemeine* du 19 octobre 1992 ; mais il tient la réforme pour hautement improbable. Plus récemment, M. Erwin Teufel, ministre-président (CDU) du Bade-Wurtemberg, se prononce en faveur du scrutin majoritaire mais pour faciliter la formation d'une majorité et non pas pour limiter l'influence des partis.

Par contre, la limitation de la position prédominante des partis aux niveaux régional et municipal paraît plus souhaitable et moins difficile à réaliser. Ainsi on pourrait généraliser l'élection directe des maires pratiquée jusqu'à présent en Bavière et en Bade-Wurtemberg. Un référendum couronné de succès l'a introduit aussi en Hesse, en 1991. La pratique montre que la domination excessive des partis peut être réduite surtout dans les petites communes. Un pareil résultat peut aussi être atteint par des « listes ouvertes » (déjà pratiquées en Bavière). Une autre possibilité d'accroître le rôle des citoyens est l'introduction de référendum et/ou de l'initiative populaire dans la Loi fondamentale. Dans la commission qui délibère actuellement sur une révision éventuelle de la Loi fondamentale à la suite de la réunification, le SPD et les Verts, soutenus par le Bundespräsident, recommandent une révision dans ce sens, mais ils se heurtent au refus de la CDU/CSU. Au niveau des Länder et des communes de telles possibilités existent déjà mais elles pourraient être développées. Il va sans dire que ces éléments « plébiscitaires » constitueront un complément à la Constitution, auront un effet stimulant et fourniront peut-être un surplus de légitimité, mais n'altéreront aucunement le caractère représentatif de la démocratie allemande.

3) Finalement les partis eux-mêmes pourraient donner plus de droits aux simples adhérents et amoindrir le pouvoir des appareils. Une telle réforme est surtout nécessaire pour l'établissement des listes et la nomination de candidats aux différentes élections[1]. C'est un signe d'alarme qu'un tribunal — à Hambourg — se soit vu contraint d'exiger de nouvelles élections parce qu'un parti — la CDU en l'occurrence — a méprisé les règles démocratiques en établissant ses listes. Il est possible et souhaitable qu'une telle réforme attire plus de jeunes vers les partis et qu'elle influence, dans un sens positif, le choix des responsables.

Vers une crise de la démocratie ?

On a déjà dit que dans le Parteienstaat allemand la crise des partis peut avoir des conséquences particulièrement graves. A la différence de la Ve République une carence des partis risque d'affec-

1. Il est à remarquer que la direction du SPD s'efforce de faire participer, sous une forme ou une autre, une partie aussi grande que possible des simples membres du parti à la nomination de ses nouveaux dirigeants (le candidat pour le poste de chancelier et le président du parti), rendue nécessaire après la démission de M. Björn Engholm.

ter immédiatement la stabilité démocratique[1]. Si les deux Volksparteien, la CDU/CSU et le SPD, n'arrivent plus, avec l'appoint de la FDP — ou, éventuellement des Verts — à former une majorité — ce qui arriverait actuellement si des élections avaient lieu — la stabilité tellement vantée de la démocratie allemande risque d'être mise à mal. Une grande coalition comme seule solution possible n'est qu'un pis-aller, car elle réduit l'opposition presque à néant et elle apporterait de l'eau aux moulins des partis protestataires. Tous ces développements pourraient susciter des attitudes plus réservées, hostiles même à l'égard de la démocratie.

La critique des partis, si légitime et nécessaire qu'elle soit, devra donc faire attention à ne pas aller trop loin et à ne pas reprendre la tradition des ressentiments antidémocratiques de jadis. De même elle devra se garder de faire miroiter des utopies irréalisables. La Bürgergesellschaft[2], la société civile, paraît être une utopie et non pas une alternative réaliste au Parteienstaat. Le but ne doit pas être de combattre la démocratie fondée sur des partis ou même de l'abolir, mais d'en corriger certains défauts, de surmonter certaines faiblesses pour la rendre plus solide, plus efficace et aussi mieux acceptée par les citoyens.

La question fort discutée est de savoir si les Volksparteien, qui ont connu un tel succès dans l'histoire de la RFA, sont toujours l'une des meilleures et des plus raffinées formes d'organisation politique[3], ou bien s'ils sont, à l'exemple des dinosaures, condamnés à disparaître faute de pouvoir s'adapter aux changements politiques et sociaux[4]. Un retour aux partis plus idéologiques, fermés et/ou ne représentant que de petits secteurs d'intérêts, comparables aux groupes de pression, conduirait à une impasse. Il vaudrait sans doute mieux que les Volksparteien, sans changer radicalement de nature, deviennent des partis plus ouverts à la société tout en laissant plus d'autonomie aux citoyens et groupes dans la société[5].

1. Il n'y a ni l'institution forte du Président de la République ni l'artiele 49, alinéa 3, qui peut servir comme équivalent à une majorité parlementaire (situation entre 1988 et 1993).

2. Préconisée par la grande vieille dame de la FDP, Mme Hamm-Brücher, in *Die Kontroverse, op. cit.*, p. 187-197. Le Bundespräsident lui-même, visiblement inspiré par l'exemple de Vaclav Havel, paraît avoir de la sympathie pour cette « nébuleuse » (p. 174).

3. Selon l'avis de Hans-Joachim Veen, in *Die Kontroverse, op. cit.*, p. 154. L'auteur est le directeur de l'institut de recherche de la Konrad Adenauer-Stiftung.

4. Voir le titre du livre de Jürgen Rüttgers !

5. Telle est également la conclusion du même livre.

RÉSUMÉ. — *Les partis traditionnels allemands, notamment la CDU et le SPD, traversent une crise profonde. Les causes du malaise sont multiples : à côté de facteurs généraux, structurels, il y a des causes spécifiques. On reproche aux grands partis traditionnels allemands d'être à la fois trop puissants et de ne pas remplir leurs tâches d'une façon satisfaisante. Les remèdes doivent avoir pour but de consolider la démocratie fondée sur les partis et non pas de combattre le Parteienstaat en tant que tel.*